

# Revenus des ménages

En 2008, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a nettement ralenti. Il progresserait de 1,2 % après +3,3 % en 2007. Il a été grevé par l'accélération des prix à la consommation en cours d'année et par le fort ralentissement du revenu disponible brut (RDB) des ménages. En fin d'année, leurs revenus d'activité ont en effet décéléré et leurs impôts ont retrouvé une progression normale après la baisse exceptionnelle en 2007 liée à la refonte du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Au premier semestre 2009, le pouvoir d'achat du revenu des ménages croîtrait un peu plus qu'au second semestre 2008 (+0,7 % après +0,3 %), grâce au repli de l'inflation. En revanche, le revenu lui-même ne progresserait que légèrement début 2009 : les impôts versés par les ménages fléchiraient et les prestations sociales seraient dynamiques, mais les revenus d'activité baisseraient sensiblement.

Tableau 1

## Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2007		2008		2009	2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1			
<b>Revenu disponible brut (RDB) (100 %)</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>2,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>	<b>4,8</b>	<b>5,4</b>	<b>3,9</b>
dont :								
Revenus d'activité (70 %)	2,5	2,0	2,0	0,9	-0,6	4,0	4,6	3,5
Salaires bruts (60 %)	2,5	1,8	2,0	0,9	-0,4	3,9	4,5	3,4
EBE des entrepreneurs individuels (10 %)	2,3	3,1	2,4	0,5	-1,8	4,3	5,1	4,2
Prestations sociales en espèces (29 %)	2,0	1,8	1,9	2,0	2,7	4,4	3,6	3,8
EBE des ménages purs (14 %)	4,7	4,4	2,0	2,5	1,5	8,2	9,3	5,5
Revenus de la propriété (10 %) <sup>(*)</sup>	7,1	1,7	2,0	0,8	-0,3	5,2	4,5	3,3
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %) <sup>(*)</sup>	4,9	-0,7	1,9	2,8	-0,2	4,2	2,4	3,0
Cotisations des salariés (-8 %)	2,0	1,4	0,2	1,1	0,3	5,2	3,9	1,4
Cotisations des non-salariés (-2 %)	1,4	2,5	1,7	2,1	1,3	7,8	3,8	4,1
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %) <sup>(*)</sup>	7,2	-2,5	3,1	3,9	-0,8	3,2	1,2	3,8
Revenus hors impôts	3,0	2,2	2,1	1,3	0,4	4,6	4,9	3,9
<b>Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,2</b>	<b>2,0</b>	<b>2,8</b>
<b>Pouvoir d'achat du RDB</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>2,6</b>	<b>3,3</b>	<b>1,2</b>
<i>Pour information</i>								
Revenus de la propriété (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal)	1,5	1,7	2,0	0,8	-0,3	10,9	4,5	3,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal)	2,9	-2,5	3,1	3,9	-0,8	7,2	1,2	3,8

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

Remarque sur (\*): la lecture des chiffres indiqués pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2007 doit être réalisée avec prudence. En effet, ils reflètent essentiellement les conséquences comptables de la suppression de l'avoir fiscal. Cette suppression et son remplacement par un nouveau dispositif ont peu d'effet sur le revenu réel des ménages, mais du fait du traitement par la comptabilité nationale de l'avoir fiscal, ils perturbent fortement les évolutions constatées. Se reporter à la Note de Conjoncture de juin 2006, encadré page 82 pour plus de précisions.

Source : Insee

## Les revenus d'activité se replieraient au premier semestre 2009

En 2008, le ralentissement économique a freiné les revenus d'activité (+3,5 % après +4,6 % en 2007 ; cf. tableaux 1 et 2). Cette décélération, amorcée en milieu d'année, refléterait le ralentissement de la masse salariale reçue par les ménages (+3,4 % après +4,5 %). Cette dernière a pâti de la baisse de l'emploi salarié (cf. graphique 1 et la fiche « Emploi »). En revanche, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels<sup>(1)</sup> maintiendrait sa progression (+4,2 % en 2008 après +5,1 %).

Au premier semestre 2009, les revenus d'activité se replieraient (-0,6 % après +0,9 % au deuxième semestre 2008), affectés par les baisses de la masse salariale reçue par les ménages et de l'EBE des entrepreneurs individuels.

## Les prestations sociales accélèreraient fortement au premier semestre 2009

En 2008, les prestations sociales en espèces devraient avoir progressé au même rythme que l'année précédente (+3,8 % après +3,6 % ; cf. tableau 3). Les prestations de Sécurité sociale auraient augmenté un peu plus vite (+4,3 % après +3,9 % en 2007), du fait du redressement des allocations chômage qui a suivi la dégradation du marché du travail. À l'inverse, les prestations ma-

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

ladie, famille et vieillesse auraient ralenti quelque peu, malgré la majoration de l'allocation de rentrée scolaire et la revalorisation des pensions de retraite en septembre. Par ailleurs, les prestations d'assistance sociale auraient été en légère hausse en 2008 (+0,2 % après -1,0 % en 2007).

Au premier semestre 2009, les prestations sociales seraient dynamiques (+2,7 % en moyenne semestrielle, après +2,0 % au second semestre 2008). En effet, les prestations famille et vieillesse accélèreraient, du fait de la revalorisation plus importante des pensions (en janvier et en avril respectivement) due à une inflation plus élevée que prévu en 2008. De plus, les allocations chômage continueraient de progresser. Enfin, les prestations d'assistance sociale accélèreraient fortement, sous l'effet notamment des revalorisations attendues du revenu minimum d'insertion (en janvier), de l'allocation aux adultes handicapés et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (en avril), ainsi que du versement de la prime de solidarité active au deuxième trimestre.

## Les prélèvements obligatoires sur les ménages ralentiraient nettement début 2009

En 2008, les prélèvements obligatoires sur les ménages devraient afficher une croissance plus soutenue que l'année précédente (+3,0 % après +2,4 % ; cf. tableau 1). En effet, les impôts versés par les ménages sont repartis sur un rythme plus élevé (+3,8 % après +1,2 %) : l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) est revenu à un rythme de progression plus habituel après la baisse de 2007 due à la refonte du barème. À l'inverse, les cotisations versées par les salariés auraient déceléré nettement en 2008 (+1,4 % après +3,9 %). D'une part, les exonérations sur les heures supplémentaires ont encore eu des effets sur le début de

**Tableau 2**  
**De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages**

	évolution en %							
	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2007		2008		2009	2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1			
Entreprises non financières (ENF) (66 %)	2,6	2,0	2,4	0,8	-1,2	4,3	4,7	3,8
dont : Salaire moyen par tête	1,7	1,2	1,8	1,3	0,5	3,3	3,0	3,1
Entreprises financières (5 %)	3,2	0,2	2,3	0,7	-1,1	6,3	4,2	2,7
Administrations publiques (24 %)	2,0	1,3	0,7	1,1	1,6	2,8	3,6	2,0
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	5,6	4,1	2,4	2,6	2,5	4,9	10,0	5,7
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>3,9</b>	<b>4,5</b>	<b>3,4</b>
dont : Secteurs concurrentiels non agricoles	2,7	1,9	2,3	0,7	-1,2	4,4	4,8	3,6

Prévision

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

Source : Insee

l'année, d'autre part, la masse salariale a ralenti en fin d'année. Par ailleurs, les autres impôts courants<sup>(2)</sup> ont également été moins dynamiques en 2008, après notamment l'aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par la loi TEPA.

Au premier semestre 2009, les prélèvements obligatoires sur les ménages décélèreraient sensiblement (-0,2 % après +2,8 % fin 2008), du fait du net fléchissement des impôts (-0,8 % après +3,9 %) ; en particulier, les recettes d'IRPP seraient quasi stables, après la hausse sensible du second semestre 2008.

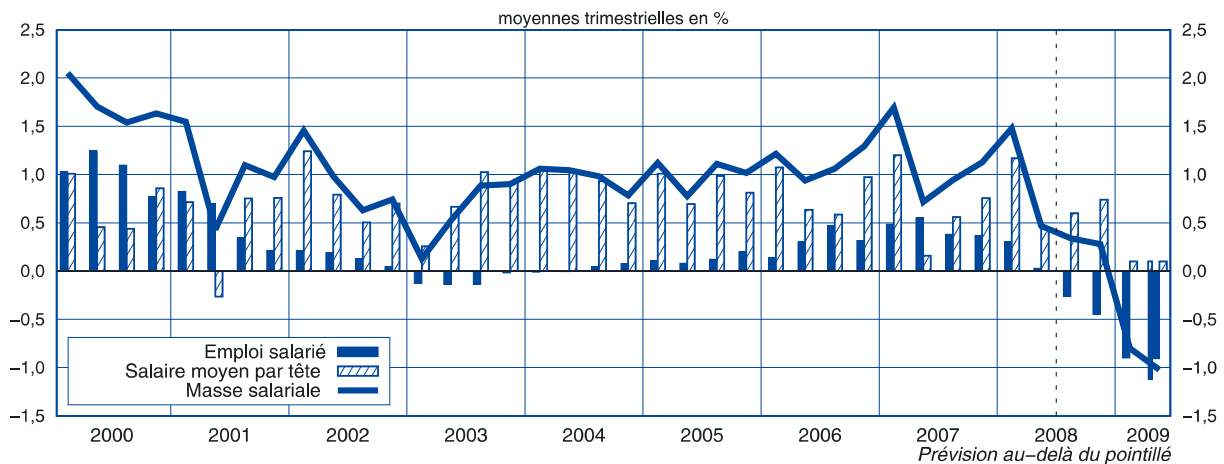
(2) Il s'agit principalement d'impôts locaux (taxe d'habitation, une partie de la taxe foncière sur les propriétés non bâties), d'une partie de la carte grise et de l'impôt de solidarité sur la fortune.

## Les revenus de la propriété reculeraient au premier semestre 2009

Les autres composantes du revenu auraient été moins dynamiques en 2008 qu'en 2007. Les loyers perçus par les ménages purs<sup>(3)</sup> n'auraient progressé que de 5,5 % (après +9,3 % en 2007 ; cf. tableau 1), en raison du ralentissement des prix

(3) Ces loyers constituent ce qu'on nomme en comptabilité nationale l'EBE des « ménages purs ». Celui-ci correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient en location le logement qu'ils occupent (on parle alors de loyers « fictifs »). Les loyers sont corrigés de la taxe foncière.

### 1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

Tableau 3

### Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2007		2008		2009	2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1			
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>4,4</b>	<b>3,6</b>	<b>3,8</b>
Prestations de Sécurité Sociale (70 %)	2,1	2,0	2,2	2,1	2,6	4,5	3,9	4,3
Prestations de régimes privés (7 %)	2,0	2,0	1,6	2,1	2,4	7,0	4,2	3,7
Prestations directes d'employeur (14 %)	2,9	2,3	1,8	1,5	1,2	2,0	4,9	3,7
Prestations d'assistance sociale (9 %)	-0,2	-1,2	0,2	1,3	5,9	5,2	-1,0	0,2
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>5,0</b>	<b>3,9</b>	<b>3,0</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	1,6	1,9	1,0	1,4	0,2	5,4	3,9	2,7
dont : Cotisations des employeurs <sup>(1)</sup> (64 %)	1,4	2,0	1,4	1,4	0,0	5,3	3,9	3,1
Cotisations des salariés (29 %)	2,0	1,4	0,2	1,1	0,3	5,2	3,9	1,4
Cotisations des non-salariés (7 %)	1,4	2,5	1,7	2,1	1,3	7,8	3,8	4,1

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

(1) Pour des raisons comptables, les cotisations employeurs sont considérées à la fois en recettes et en dépenses en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

des loyers. Dans le même temps, les revenus de la propriété auraient quelque peu décéléré (+3,3 % après +4,5 %).

Au premier semestre 2009, les loyers perçus ralentiraient (+1,5 % après +2,5 % fin 2008) du fait du repli de l'activité, tandis que les revenus de la propriété se replieraient (-0,3 % après +0,8 %) en lien avec la dégradation des résultats des entreprises.

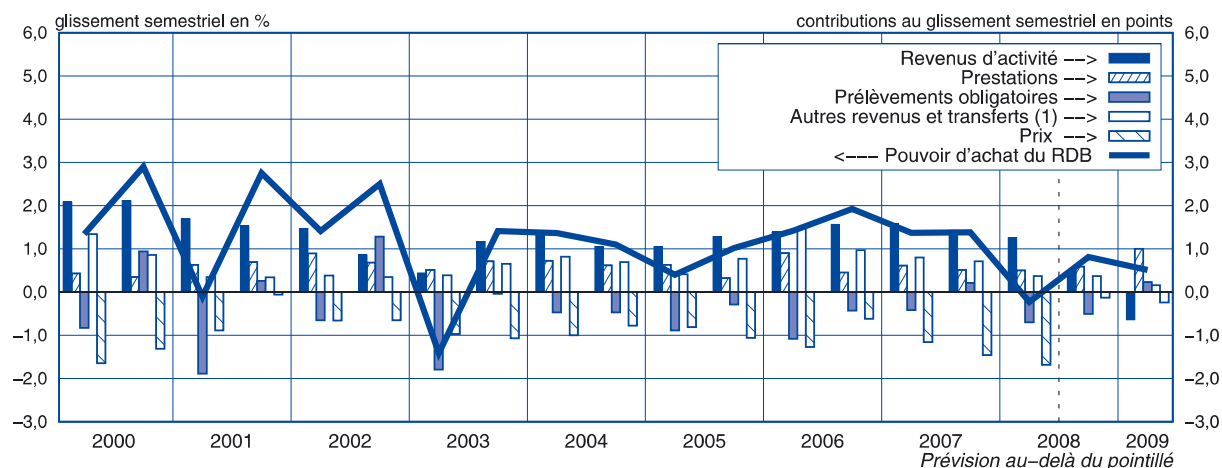
### Le pouvoir d'achat progresserait modérément au premier semestre 2009

Au second semestre 2008, le revenu disponible brut (RDB) nominal aurait très fortement décéléré, ne progressant plus que de 1,0 % (après +2,0 %

au premier semestre). Cependant, le ralentissement des prix de la consommation (+0,7 % après +1,8 %) aurait permis au pouvoir d'achat de se maintenir à 0,3 % comme au semestre précédent. Sur l'ensemble de l'année, le pouvoir d'achat a nettement ralenti (cf. graphique 2) : il n'aurait augmenté que de 1,2 %, après +3,3 % en 2007.

Au premier semestre 2009, le revenu des ménages ralentirait de nouveau (+0,6 %). Le pouvoir d'achat progresserait toutefois davantage qu'au semestre précédent (+0,7 %), grâce à la baisse des prix. ■

## 2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants (voir note (3)).

Remarque : ces contributions sont calculées "hors retraitement comptable de l'avoir fiscal".

Source : Insee

### Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB.

Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition.

La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir compte de la croissance

démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. Sur la période 2000-2007, la croissance moyenne du nombre d'unités de consommation par an est environ de 0,9 % (par comparaison, la croissance moyenne du nombre d'habitants est de 0,7 % par an sur la même période et la croissance moyenne du nombre de ménages est de 1,3 % par an).

Ainsi, en 2008, le pouvoir d'achat par unité de consommation serait quasi stagnant (+0,3 % après +2,4 % en 2007). Par habitant, la hausse serait un peu plus forte (+0,5 % après +2,6 % en 2007), tandis que par ménage le pouvoir d'achat baisserait très légèrement (-0,1 % après +2,0 % en 2007). ■

# Consommation et investissement des ménages

En 2008, les ménages ont nettement freiné leurs dépenses de consommation (+1,3 %, après +2,5 % en 2007), sous l'effet du fort ralentissement de leur pouvoir d'achat. Toutefois, au quatrième trimestre 2008, la consommation a rebondi (+0,5 % après trois trimestres de quasi-stagnation).

Au premier semestre 2009, la consommation ne devrait à nouveau guère croître : d'une part l'augmentation du pouvoir d'achat du revenu serait limitée ; d'autre part, les ménages devraient accroître leur épargne en raison de la nette hausse du chômage et de l'incertitude sur leurs revenus futurs. La consommation progresserait ainsi de 0,2 % au premier trimestre et de 0,1 % au deuxième.

## Le rebond du 4<sup>e</sup> trimestre 2008 ne se prolongerait pas sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009

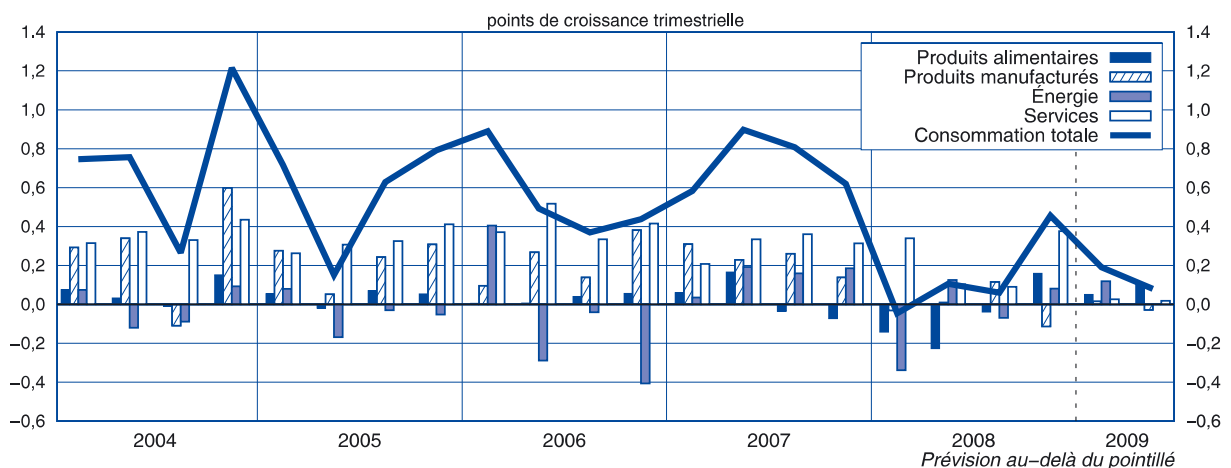
En 2008, les dépenses totales de consommation des ménages ont nettement ralenti (+1,3 % après +2,5 % en 2007, cf. tableau). Elles ont d'une part été affectées par le ralentissement de leur pouvoir d'achat ; d'autre part, les ménages ont augmenté leur épargne de précaution en raison de la dégradation des perspectives d'emploi à partir de la mi-2008. Ce ralentissement de la consommation se retrouve dans la consommation en produits ma-

nufacturés (+1,2 % en 2008 après +4,4 % en 2007). Celle en produits alimentaires a nettement baissé (-1,9 % en 2008 après +1,2 % en 2007) en réaction aux fortes hausses de prix sur l'année écoulée. A contrario, la consommation en services principalement marchands a encore connu une croissance robuste quoiqu'en léger ralentissement (+2,4 % après +3,0 %).

Les dépenses individualisables des administrations publiques (APU), constituées essentiellement de l'éducation et de la santé, sont restées dynamiques en 2008 (+1,8 % après +1,7 % en 2007), notamment du fait de la progression des dépenses de santé.

La consommation des ménages a été plus vive au quatrième trimestre 2008 (+0,5 %) qu'au cours des trois trimestres précédents où elle était atone (cf. graphique 1). Elle a été soutenue par la hausse du pouvoir d'achat en fin 2008 (+0,7 %) et par la baisse des anticipations d'inflation, dont témoigne la légère hausse de la confiance des consommateurs depuis octobre. À l'opposé, la forte hausse du chômage l'a freinée. La reprise du quatrième trimestre 2008 est pour partie imputable au redressement, sous l'effet du reflux des prix alimentaires, de la consommation en produits alimentaires (+1,0 %), après cinq trimestres consécutifs de baisse. Par ailleurs, la consommation en produits énergétiques, notamment en gaz et électricité, est restée soutenue au quatrième trimestre en raison d'un hiver froid. Enfin, la consommation en servi-

## 1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

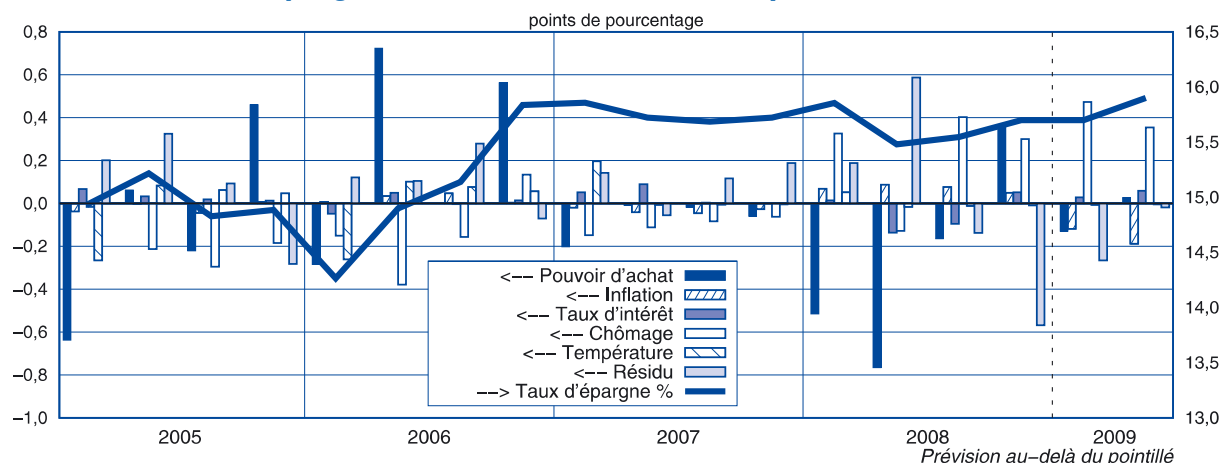
ces principalement marchands a été dynamique (+0,7 % après +0,1 % au troisième trimestre) sous l'effet notamment du rebond inattendu des dépenses d'hôtels et restaurants après deux trimestres de repli prononcé. En revanche, la consommation en produits manufacturés a baissé au quatrième trimestre (-0,5 % après +0,5 % au troisième trimestre). La mise en place de la « prime à la casse », le 4 décembre 2008, est intervenue trop tardivement pour éviter un recul des dépenses des ménages en automobiles au quatrième trimestre (-2,6 %).

Au premier trimestre 2009, les dépenses de consommation des ménages devraient de nouveau marquer le pas après le rebond du quatrième trimestre. Soutenues par la « prime à la casse », elles seraient freinées par la faiblesse des gains de pouvoir d'achat. En outre, la forte hausse du chômage inciterait les ménages à augmenter de nouveau leur épargne de précaution (cf. graphique 2). Le taux d'épargne s'inscrirait ainsi en légère hausse au premier semestre 2009 (15,7 % au premier trimestre 2009 et 15,9 % au deuxième).

### L'investissement des ménages diminuerait au 1<sup>er</sup> semestre 2009

L'investissement des ménages, principalement leurs achats de logement, recule depuis le deuxième trimestre 2008. Il a baissé de 1,1 % en 2008 après +3,0 % en 2007. Il est freiné par trois facteurs : le niveau élevé atteint par les prix relativement au revenu ; le retournement des anticipations de hausse de prix, qui ne laisse plus comme les années antérieures de perspective de plus-value à terme ; et le durcissement des conditions d'emprunt, du fait d'abord de la hausse des taux de la BCE, puis de la crise financière. Le nouveau repli des mises en chantier à la fin 2008 et au début 2009 signale ainsi une nouvelle baisse de l'investissement des ménages au premier semestre, de l'ordre de 1 % par trimestre. ■

## 2 - Taux d'épargne et contributions économétriques à son accroissement



Source : Insee

## Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolution en %

	Évolutions trimestrielles														Évolutions annuelles				
	2006				2007				2008				2009		2006	2007	2008	2009	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2					
<b>Dépenses totales de consommation des ménages</b>	0,9	0,5	0,4	0,4	0,6	0,9	0,8	0,6	0,0	0,1	0,1	0,5	0,2	0,1	2,5	2,5	1,3	0,6	
dont :																			
Alimentation (17 %)	0,0	0,0	0,2	0,3	0,3	1,0	-0,2	-0,4	-0,8	-1,3	-0,2	1,0	0,3	0,6	0,6	1,2	-1,9	1,0	
Produits manufacturés (24 %)	0,4	1,1	0,5	1,5	1,3	0,9	1,0	0,6	-0,1	0,0	0,5	-0,5	0,1	-0,1	3,3	4,4	1,2	-0,1	
Énergie (7 %)	5,7	-3,7	-0,6	-5,6	0,7	2,7	2,2	2,5	-4,5	1,7	-1,0	1,1	1,5	0,0	-0,4	-1,1	0,1	2,3	
Services (52 %)	0,7	1,0	0,7	0,8	0,4	0,7	0,7	0,6	0,7	0,2	0,2	0,7	0,1	0,0	3,2	2,7	2,1	0,8	
<b>Dépenses individualisables des administrations</b>	0,6	0,5	0,1	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,5	1,1	0,0	0,7	0,6	1,6	1,7	1,8	1,9	
<b>Consommation effective totale</b>	0,8	0,5	0,3	0,5	0,6	0,8	0,7	0,5	0,0	0,2	0,3	0,4	0,3	0,2	2,3	2,3	1,4	0,9	
<b>Investissement des ménages</b>	1,8	2,3	1,5	0,8	0,5	0,3	0,3	0,5	0,7	-2,7	-0,6	-0,3	-1,0	-1,1	7,1	3,0	-1,1	-3,1	

Prévision

Source : Insee

# Résultats des entreprises

*En 2008, le taux de marge des sociétés non financières se serait sensiblement replié (-1,1 point mesuré au coût des facteurs par rapport à 2007). Ce recul s'expliquerait par celui de la productivité, les entreprises ayant ajusté avec retard l'emploi au ralentissement de l'activité, et par une baisse des « termes de l'échange » : à la suite de la flambée des prix du pétrole, les prix de la consommation ont augmenté plus vite que les prix de la valeur ajoutée.*

*Le taux de marge continuerait à se replier au premier semestre 2009, où il s'établirait à 28,9 %, soit 3,2 points en dessous de sa moyenne du premier semestre 2008.*

## Le taux de marge aurait reculé en 2008

En 2008, le taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières aurait sensiblement baissé (31,4 % après 32,5 % en 2007, cf. graphique 1 et tableau). Cette baisse s'expliquerait principalement par celle de la productivité, qui aurait contribué pour -0,6 point à la variation du taux de marge (cf. graphique 2). En effet, l'emploi s'ajuste moins vite au retournement de la conjoncture que la production. De plus, la détérioration des « termes de l'échange », qui correspond à un écart positif entre prix de consommation et prix de valeur ajoutée, a pesé sur le taux de marge (contribution de -0,4 point) : l'envolée des cours du pétrole au premier semestre a eu un impact bien plus fort sur les prix de la consommation que sur ceux de la valeur ajoutée. Enfin, la hausse du salaire moyen par tête réel serait également allée dans le sens d'une réduction du taux de marge, même si sa contribution (-0,2 point) devrait être bien moins forte qu'en 2007 (-0,7 point, cf. fiche Salaires). À l'inverse, le taux de cotisation employeur baisse quelque peu du fait notamment des allègements de charges de la loi TEPA (contribution de 0,1 point).

## Une baisse très marquée au 4<sup>e</sup> trimestre 2008

Au quatrième trimestre 2008, le taux de marge mesuré au coût des facteurs aurait diminué de 1,6 point, à 29,9 % (et à 28,7 % au sens de la comptabilité nationale). Cette chute est plus importante que celle survenue lors de la récession de 1992-1993 : le taux de marge avait reculé de 0,8 point au quatrième trimestre 1992.

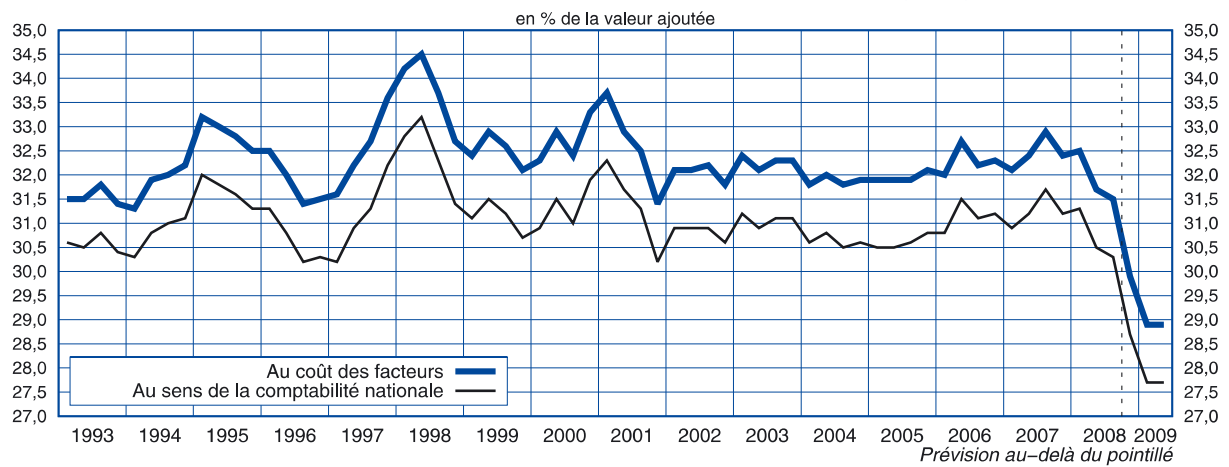
La baisse du taux de marge est surtout due au net recul de la productivité au quatrième trimestre 2008 (contribution de -1,5 point). Certes, le repli des prix de l'énergie au quatrième trimestre 2008 a nettement amélioré les termes de l'échange : les prix de la consommation ont diminué plus vite que les prix de la valeur ajoutée (contribution de 0,5 point au taux de marge). Mais, comme c'est le cas en général à court terme, ces gains sur les termes de l'échange ont essentiellement bénéficié aux salariés : leur rémunération (contribution de -0,7 point au taux de marge) n'a pas immédiatement diminué en proportion de la baisse des prix à la consommation, ce qui a compensé, et même au-delà, l'impact favorable des termes de l'échange.

## Une baisse qui se poursuivrait début 2009

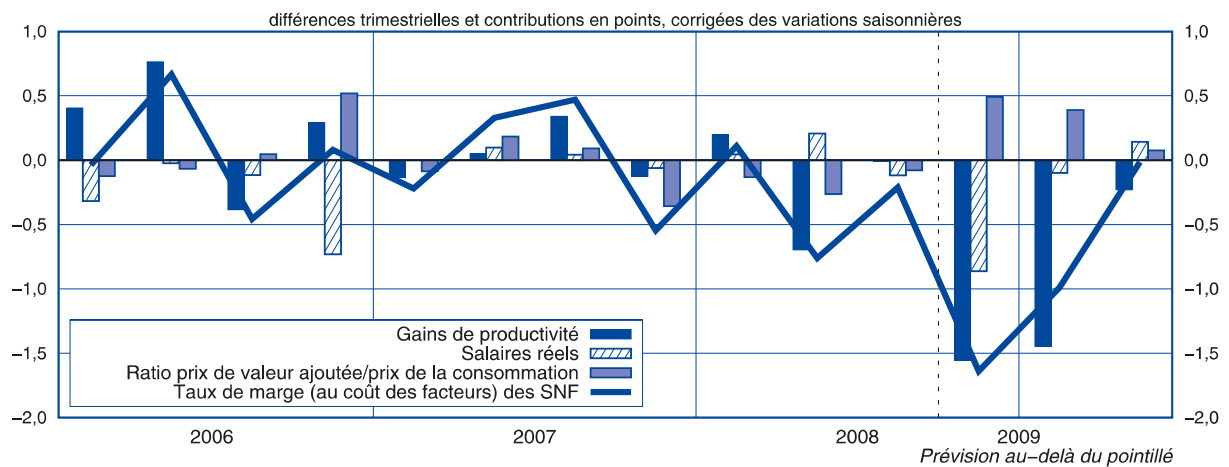
Au premier semestre 2009, le taux de marge des entreprises diminuerait encore de 1,0 point, pour s'établir à 28,9 % mesuré au coût des facteurs et à 27,7 % au sens de la comptabilité nationale. Cette baisse serait due à la poursuite du recul de la productivité (contribution de -1,6 point). Elle ne serait que partiellement compensée par la nouvelle amélioration des termes de l'échange (contribution de 0,5 point). En revanche, le salaire moyen par tête réel serait neutre, la progression du SMPT au premier semestre ne dépassant pas celle de l'inflation. Au premier semestre 2009, le taux de marge s'établirait ainsi 3,2 points en dessous de son niveau du premier semestre 2008. Il serait alors à son niveau le plus bas depuis 1985. ■



## 1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



## 2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



## Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2007				2008				2009		2007	2008	2009 accq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Taux de marge (en niveau)<sup>(1)</sup></b>	30,9	31,2	31,7	31,2	31,3	30,5	30,3	28,7	27,7	27,7	31,3	30,2	27,7
<b>Variation du taux de marge<sup>(2)</sup></b>	-0,3	0,3	0,5	-0,5	0,1	-0,7	-0,2	-1,6	-1,0	0,0	31,3	-1,0	-2,5
<b>Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)</b>	32,1	32,4	32,9	32,4	32,5	31,7	31,5	29,9	28,9	28,9	32,5	31,4	28,9
<b>Variation du taux de marge au coût des facteurs</b>	-0,2	0,3	0,5	-0,5	0,1	-0,8	-0,2	-1,6	-1,0	0,0	0,1	-1,1	-2,5
<b>Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs</b>													
<i>des gains de productivité</i>	-0,1	0,0	0,3	-0,1	0,2	-0,7	0,0	-1,5	-1,4	-0,2	0,3	-0,6	-2,9
<i>du salaire par tête réel</i>	-0,3	0,2	0,0	0,1	-0,2	0,1	-0,1	-0,7	-0,1	0,1	-0,7	-0,2	-0,6
<i>du taux de cotisation employeur</i>	0,3	-0,1	0,1	-0,1	0,2	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	-0,1
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	-0,1	0,2	0,1	-0,4	-0,1	-0,3	-0,1	0,5	0,4	0,1	0,4	-0,4	0,7
	Variations trimestrielles (en %)										Variations annuelles (en %)		
Rappel													
Valeur ajoutée en volume	0,5	0,6	0,7	0,4	0,5	-0,3	0,1	-1,2	-1,6	-0,7	2,2	0,8	-3,0
Emploi des SNF	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,1	-0,2	-0,5	-0,9	-1,1	1,8	0,8	-2,2
Salaire moyen par tête	1,0	0,4	0,6	0,8	1,2	0,6	0,6	0,7	0,1	0,1	3,0	3,1	1,1
Prix de la consommation	0,5	0,6	0,6	0,9	0,9	0,8	0,5	-0,3	0,0	0,3	2,0	2,8	0,3
Prix des consommations intermédiaires	0,6	0,8	0,7	1,5	0,9	1,0	0,6	-2,2	-1,0	0,0	2,7	3,0	-2,2
Prix de production	0,5	0,9	0,8	1,0	0,9	0,5	0,3	-1,8	-1,0	-0,2	2,7	2,3	-2,2
Prix de valeur ajoutée	0,4	0,9	0,7	0,4	0,7	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	2,6	2,1	1,4

### Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :  
 - les évolutions de la productivité (VAvol/L), avec VAvol la valeur ajoutée en volume et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou « termes de l'échange », (Pva/Pc), qui jouent positivement ;  
 - les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (WMPT/SMPT, où SMPT représente le salaire brut moyen par tête alors que WMPT inclut en plus les cotisations employeurs), qui jouent négativement.  
 Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM (CF) = \frac{EBE}{VA} = \frac{VA - W}{VA} = 1 - \frac{WMPT \cdot L}{VAvol \cdot P_{va}}$$

$$= 1 - \frac{L}{VAvol} \frac{WMPT}{SMPT} \frac{SMPT}{P_c} \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée (VA) au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. La VA (et donc le taux de marge) au coût des facteurs n'est pas perturbée par certaines mesures fiscales concernant les entreprises, comme avait pu l'être le taux de marge au sens de la comptabilité nationale par la réforme de la PAC en 2006.

Source : Insee

# Investissement des entreprises et stocks

En 2008, l'investissement des entreprises n'a plus progressé que de 1,5 %, freiné par une activité en berne et un durcissement des conditions de financement. Au premier semestre 2009, le recul des dépenses d'équipement s'accroît encore par rapport au dernier trimestre 2008 en raison de la sous-utilisation des capacités existantes et de conditions de financement et perspectives de demande toujours défavorables.

Au quatrième trimestre 2008, la contribution des stocks à la croissance a été nettement négative (-0,9 point) : la contribution négative des produits manufacturés et notamment de l'automobile n'a été que faiblement compensée par celle, positive, des produits énergétiques. Sur l'ensemble de l'année 2008, la contribution des stocks à la croissance s'est repliée (-0,2 point, après +0,2 point en 2007). Au premier semestre 2009, la contribution des stocks à la croissance serait encore négative, les industriels poursuivant l'ajustement de leurs stocks à la faiblesse de la demande.

## En 2008, fort ralentissement de l'investissement dans tous les équipements

Au quatrième trimestre 2008, la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières (ENF) s'est à nouveau repliée (-1,5 % après +0,1 % et -1,1 %, cf. tableau 1). Les perspectives de demande médiocres, les conditions de financement défavorables et la forte baisse du taux d'utilisation des capacités de production ont nettement pesé sur l'investissement des industriels.

L'investissement en biens manufacturés s'est contracté de 2,3 % du fait principalement du fort recul des achats de véhicules automobiles (-5,7 %) et, dans une moindre mesure, de la réduction des dépenses en biens d'équipement (-1,4 %). Les investissements en construction ont également continué de se réduire au quatrième trimestre 2008 (-1,7 %). La baisse des dépenses en bâtiment s'est en effet accentuée (-1,1 % au quatrième trimestre après -0,1 % au troisième), tout comme celle des dépenses en travaux publics qui se sont repliées de 2,5 %, en partie en raison des mauvaises conditions climatiques.

Sur l'ensemble de l'année 2008, les investissements des ENF ont ainsi très fortement ralenti (+1,5 % après +7,3 % en 2007). Ce net ralentissement a concerné tant les dépenses en bâtiment et travaux publics (+0,1 % après +9,3 %) que celles en produits manufacturés (+1,4 % après +6,1 %) et en services (+3,1 % après +7,2 %). Malgré ce coup de frein aux dépenses d'équipement, le taux d'endettement (rapport de la dette sur la valeur ajoutée) des ENF s'est accru fortement, atteignant 122,6 % au troisième trimestre (soit 16 points au-dessus de sa moyenne de long terme). Le taux d'investissement (rapport de la FBCF sur la valeur ajoutée) des ENF a pour sa part atteint un niveau record, à 19,7 % au troisième trimestre 2008 (cf. graphique 1).

## La baisse des investissements s'intensifierait début 2009

Au premier semestre 2009, l'investissement reculerait de façon encore plus nette (-5,1 % au premier trimestre puis -3,4 % au deuxième). En effet,

Tableau 1

### Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2007				2008				2009		2007	2008	2009 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés	2,1	0,7	1,8	0,6	1,4	-1,1	-0,1	-2,3	-8,0	-5,5	6,1	1,4	-13,6
Bâtiment et travaux publics	2,5	1,7	0,2	2,5	-0,1	-2,1	-0,5	-1,7	-4,2	-2,0	9,3	0,1	-7,6
Services	0,5	1,9	1,7	1,7	0,2	-0,1	0,9	-0,3	-1,7	-1,7	7,2	3,1	-2,7
<b>Ensemble des ENF</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>0,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-1,5</b>	<b>-5,1</b>	<b>-3,4</b>	<b>7,3</b>	<b>1,5</b>	<b>-8,8</b>

Prévision

Source : Insee

comme l'indiquent les enquêtes de conjoncture, les perspectives d'activité sont très faibles et les carnets de commandes dégarnis alors que les capacités de production sont déjà faiblement mobilisées. Ainsi, en janvier, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie a chuté à 75,8 % (contre 82,2 % en octobre), soit 8 points en dessous de sa moyenne de longue période (cf. graphique 2). Et même si les banques ont l'intention d'atténuer le resserrement de leurs critères d'attribution du crédit, les conditions globales de financement restent défavorables à l'investissement : les taux d'intérêt réels à long terme sont remontés à des niveaux similaires à ceux de 2002 (cf. graphique 3). Le taux d'investissement commencerait ainsi à se replier et reviendrait à 18,8 % à la fin du premier semestre 2009 (cf. graphique 1).

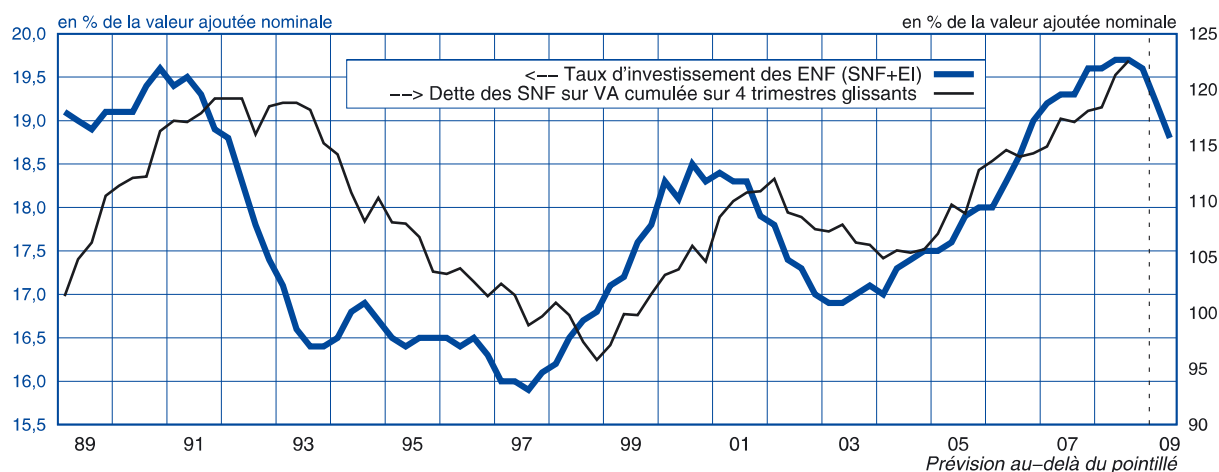
La forte baisse des dépenses d'équipement est d'ailleurs annoncée par les chefs d'entreprise interrogés pour l'enquête Investissement dans l'industrie : l'in-

dicateur de révision des investissements<sup>(1)</sup> enregistre sa plus forte diminution depuis le troisième trimestre 1992, passant de 0,35 au quatrième trimestre 2008 à -2,81 au premier trimestre 2009.

L'investissement en produits manufacturés reculerait nettement plus aux deux premiers trimestres 2009 (-8,0 % puis -5,5 %) qu'au quatrième trimestre 2008 (-2,3 %). Les dépenses en biens d'équipement notamment, qui constituent les deux tiers des investissements en biens manufacturés, devraient accen-

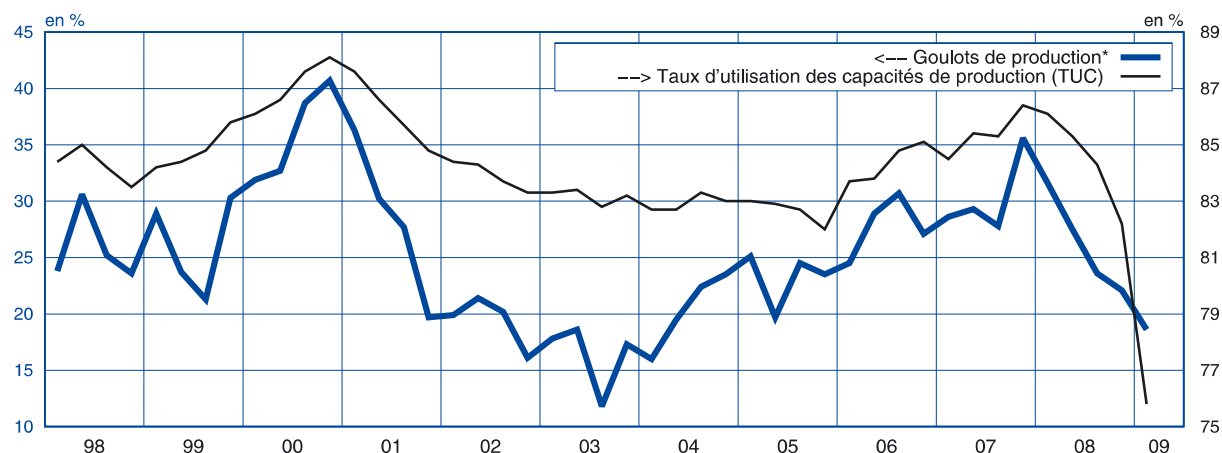
(1) L'indicateur de révision des investissements résume les évolutions des révisions des entreprises entre deux enquêtes successives pour les investissements d'une même année. Il est centré et réduit. Il apparaît en général bien corrélé avec la croissance trimestrielle de la FBCF des entreprises au trimestre en cours ou au trimestre précédent (cf. le dossier « Prévoir l'investissement des entreprises ? Un indicateur des révisions d'anticipations dans l'enquête Investissement dans l'industrie » dans la Note de conjoncture de mars 2005.).

## 1 - Taux d'investissement et d'endettement\*



\* La dette comprend les crédits des institutions financières et les titres de créances.  
Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France, comptes financiers trimestriels et annuels rétropolés avant 1994.

## 2 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



\* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.  
Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

tuer leur repli. L'enquête bimestrielle de conjoncture dans le commerce de gros de janvier souligne ainsi que les intentions de commandes en biens d'équipement, déjà particulièrement affaiblies, continueraient de s'éroder.

L'investissement en construction se contracterait de nouveau nettement au premier semestre 2009 (-4,2 % puis -2,0 %). La réduction serait particulièrement forte dans les travaux publics du fait notamment des conditions climatiques défavorables au premier trimestre (-8,0 %, puis -1,0 %) : les entrepreneurs interrogés au mois de janvier anticipent une poursuite de la dégradation de leur activité et leurs carnets de commandes se dégarnissent.

Enfin, les entreprises réduiraient leurs « autres investissements », en services informatiques pour l'essentiel (-1,7 % aux premier et deuxième trimestres). Les perspectives des secteurs « activité informatique » et « activité en conseil et assistance » continuent en effet de se dégrader selon les chefs d'entreprise.

### Les variations de stocks ont pesé lourdement sur la croissance du 4<sup>e</sup> trimestre 2008

Au quatrième trimestre 2008, la variation des stocks a eu une contribution fortement négative à la croissance (-0,9 point, cf. tableau 2). La contribution négative des stocks de *produits manufacturés*

(-1,1 point) n'a été que légèrement contrebalancée par la contribution positive des *produits énergétiques* (+0,2 point).

La contribution négative des stocks de produits manufacturés provient pour l'essentiel de la réduction brutale de la production et des stocks d'automobiles et de biens intermédiaires face à des perspectives de demande très dégradées. La contribution positive des stocks en *produits énergétiques* à la croissance du quatrième trimestre 2008 s'explique surtout par le fort repli des exportations (-3,1 %), alors que dans le même temps, les importations dans ce secteur ont encore progressé.

Sur l'ensemble de l'année 2008, la contribution des stocks à la croissance a été négative (-0,2 point, après +0,2 point en 2007).

### Une contribution des stocks encore négative au 1<sup>er</sup> semestre 2009

Après le fort déstockage de la fin 2008, la contribution des stocks à la croissance du premier semestre 2009 serait encore nettement négative (-0,6 point au premier trimestre et -0,2 point au deuxième, cf. tableau 2). Elle serait le résultat d'un nouveau déstockage en *produits manufacturés* : le recul des taux d'intérêt de court terme abaisserait certes le coût de détention des stocks (cf. fiche « *Marchés financiers* »), mais le niveau très bas des perspectives de production et de la demande anticipée inciteraient encore les chefs d'entreprises à alléger leurs stocks. ■

Tableau 2

### Contribution des variations de stocks à la croissance

en points de PIB

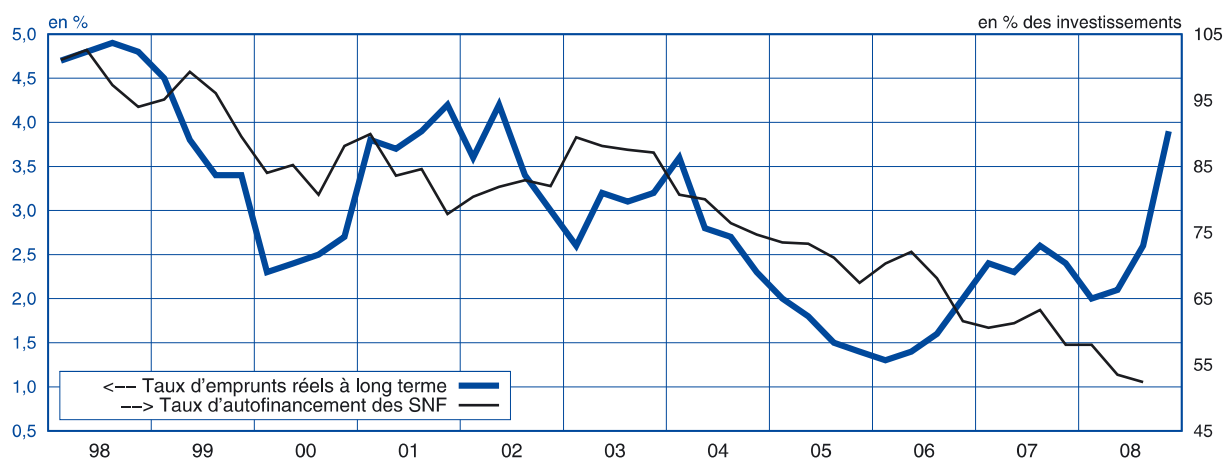
	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2007				2008				2009		2007	2008	2009
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Produits agricoles et agroalimentaires</b>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
<b>Produits manufacturés</b>	0,5	-0,3	0,3	-0,6	0,0	0,1	-0,1	-1,1	-0,6	-0,2	0,1	-0,6	-1,6
dont : <i>Biens de consommation</i>	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1	-	-	0,1	-0,1	-
<i>Automobile</i>	0,2	-0,1	-0,1	0,1	0,0	-0,2	0,1	-0,8	-	-	0,0	-0,2	-
<i>Biens d'équipement</i>	0,2	-0,3	0,5	-0,3	-0,1	0,3	-0,1	-0,1	-	-	0,0	0,0	-
<i>Biens intermédiaires</i>	0,0	0,1	-0,1	-0,3	0,1	0,0	-0,1	-0,3	-	-	0,0	-0,2	-
<b>Produits énergétiques</b>	-0,2	0,2	-0,2	-0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3
<b>TOTAL (*)</b>	0,3	0,0	0,2	-0,6	0,2	0,3	0,0	-0,9	-0,6	-0,2	0,2	-0,2	-1,4

■ Préviation

(\*) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

## 3 - Taux d'autofinancement des SNF\* et taux d'emprunts réels à long terme\*\*



\* Le taux d'autofinancement des sociétés non financières (SNF) est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportée à leurs investissements.

\*\* Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à un an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Sources : Comptes trimestriels de l'Insee et Banque de France

# Production

Au quatrième trimestre 2008, la production de l'ensemble des branches s'est fortement repliée (-1,9 % après +0,1 % le trimestre précédent). Sur l'année, le ralentissement est net : +0,9 % après +2,5 % en 2007.

Aux premier et deuxième trimestres 2009, la production continuerait de reculer comme le laissent attendre les enquêtes de conjoncture : le climat des affaires en France est descendu depuis le début de l'année en dessous de son point bas de la mi-1993 et l'indicateur de retournement conjoncturel ne laisse pas entrevoir de reprise à court terme. À l'issue du deuxième trimestre 2009, l'acquis d'évolution de la production de l'ensemble des branches serait très négatif (-3,9 %).

## La production continuerait de se contracter au 1<sup>er</sup> semestre 2009

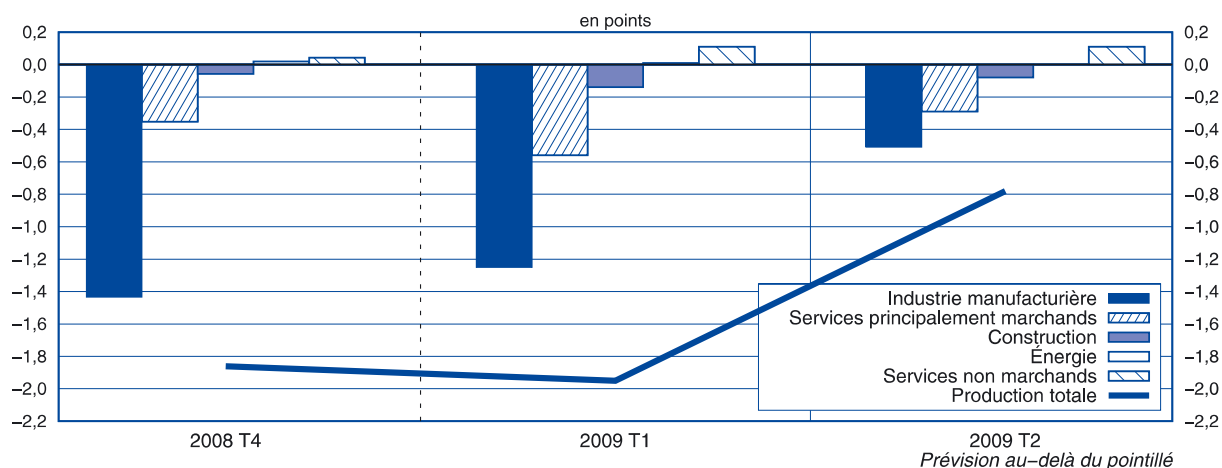
Encore relativement dynamique en début d'année 2008, la production s'est ensuite effritée pour finalement reculer de 1,9 % au quatrième trimestre 2008 (cf. compte associé). Cette baisse, d'une ampleur exceptionnelle, est essentiellement imputable à la contraction de la production manufacturière (contribution de -1,4 point, cf. graphique 1). La production a ainsi nettement ralenti en 2008 (+0,9 % après +2,5 % en 2007).

D'ici le milieu de l'année 2009, le recul de la production de l'ensemble des branches se poursuivrait : -2,0 % et -0,8 % respectivement aux premier et deuxième trimestres (cf. compte associé). Il serait moins prononcé au deuxième trimestre du fait du moindre repli de la production manufacturière. L'acquis d'évolution à l'issue du premier semestre serait très négatif (-3,9 %).

## Une production manufacturière toujours en chute au 1<sup>er</sup> semestre 2009

La production manufacturière s'est repliée de 7,6 % au cours du dernier trimestre 2008, après avoir déjà baissé lors des deux trimestres précédents (respectivement -1,5 % et -0,3 %). Ce repli est surtout le fait de l'industrie automobile (-23,4 %) et de l'industrie des biens intermédiaires (-10,5 %). Les chefs d'entreprise de ces deux secteurs, interrogés à l'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie, relevaient d'ailleurs une nette dégradation de leur activité au cours du dernier trimestre 2008. La production a également légèrement reculé dans l'industrie des biens de consommation (-1,1 %). Seule l'activité dans l'industrie des biens d'équipement a résisté (+0,1 %).

## 1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

Selon les anticipations des chefs d'entreprise interrogés en janvier, les demandes globale et étrangère devraient continuer de reculer au début de l'année 2009 (cf. graphique 2). Aussi, la baisse de la production manufacturière se poursuivrait au cours du premier trimestre 2009 (-7,0 %). Au deuxième trimestre 2009, l'activité industrielle baisserait encore, comme le laisse attendre le très bas niveau des perspectives personnelles de production en février, mais de façon plus modérée (-3,0 %).

Au total, avec cinq trimestres consécutifs de baisse prononcée de la production manufacturière, l'acquis pour 2009 s'établirait à près de -15 % à l'issue du deuxième trimestre.

### Dans la construction, le repli s'accentuerait

Au quatrième trimestre 2008, la production dans le secteur de la construction s'est de nouveau contractée : -0,8 % après -0,4 % au troisième trimestre. Cette contraction a concerné tant le bâtiment (-0,5 %) que les travaux publics (-1,8 %) du fait d'un repli généralisé de l'investissement en construction.

En début d'année 2009, la production diminuerait encore dans le secteur de la construction, et de façon plus accentuée : -1,9 % au premier trimestre puis -1,0 % au deuxième trimestre. L'activité dans le bâtiment continuerait de reculer, comme l'attestent les dernières enquêtes de conjoncture : les carnets de commandes et les prévisions d'activité des entrepreneurs pour les prochains mois continuent de se dégrader (cf. graphique 3). L'activité dans les travaux publics baisserait également.

Au total, après une quasi-stagnation de la production en 2008 (+0,2 % après +4,2 % en 2007), son acquis d'évolution pour 2009 serait nettement négatif (-3,8 %) à la fin du premier semestre.

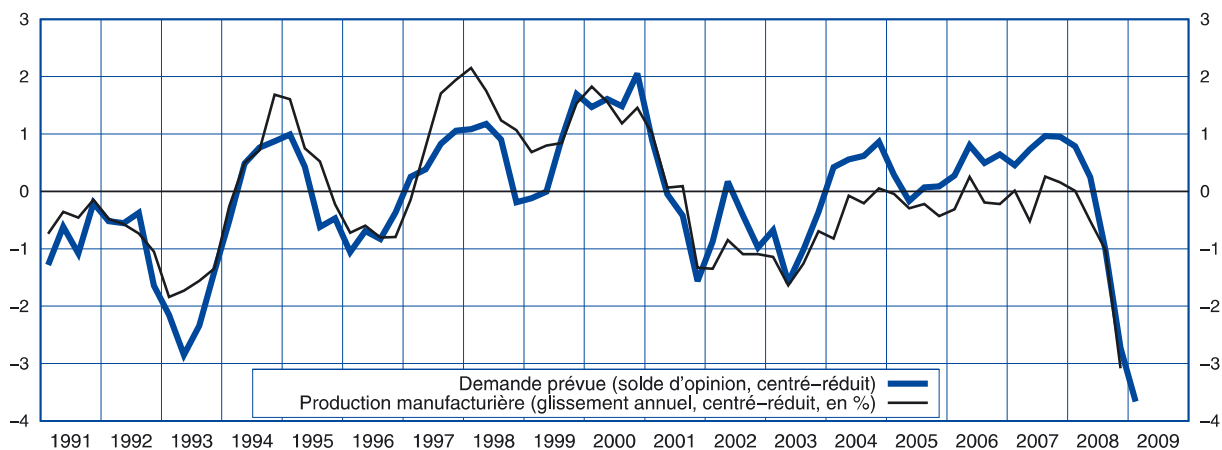
### Les services marchands cesseraient de tirer la croissance en 2009

Dans l'ensemble des services marchands, la production devrait poursuivre son repli au premier semestre 2009 (-1,1 % au premier trimestre puis -0,6 % au deuxième), après s'être déjà contractée de -0,7 % au quatrième trimestre 2008 (après +0,3 % au troisième trimestre). En effet, les enquêtes se sont nettement dégradées dans toutes les branches. L'acquis de croissance pour 2009 s'établirait ainsi à -2,0 % à l'issue du deuxième trimestre alors que les services marchands constituaient jusqu'alors le moteur de l'économie (croissance de +1,8 % en 2008 et +3,0 % en 2007).

### La contraction de l'activité commerciale se poursuivrait d'ici la mi-2009

L'activité commerciale s'est à nouveau nettement dégradée au quatrième trimestre 2008 après un léger rebond au troisième trimestre (-1,7 % après +0,1 %). En particulier, l'activité dans le commerce de détail et le commerce et réparation automobile a ralenti tout au long de l'année et s'est très nettement détériorée fin 2008. Tous les secteurs du commerce de détail ont pâti de cette détérioration à l'exception de la grande distribution alimentaire.

## 2 - Demande prévue par les industriels et production manufacturière



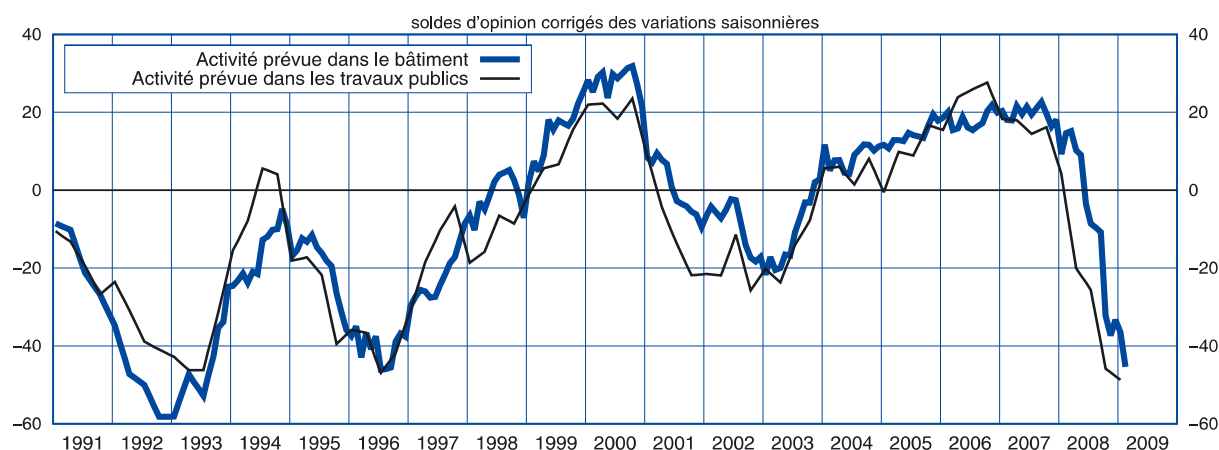
Source : Insee



Au premier semestre 2009, l'activité commerciale continuerait de baisser (-2,1 % au premier trimestre et -0,8 % au deuxième trimestre). L'acquis de croissance de l'activité commerciale pour 2009 à l'issue du deuxième trimestre serait nettement négatif (-4,0 %). En effet, l'indicateur synthétique du climat des affaires a atteint un point très bas en décembre dans le commerce de détail, proche du niveau plancher de 1993 (cf. graphique 4). Il est resté à ce bas niveau début 2009. Parallèlement, les perspectives générales d'activité sont toujours très basses, tout comme les intentions de commande.

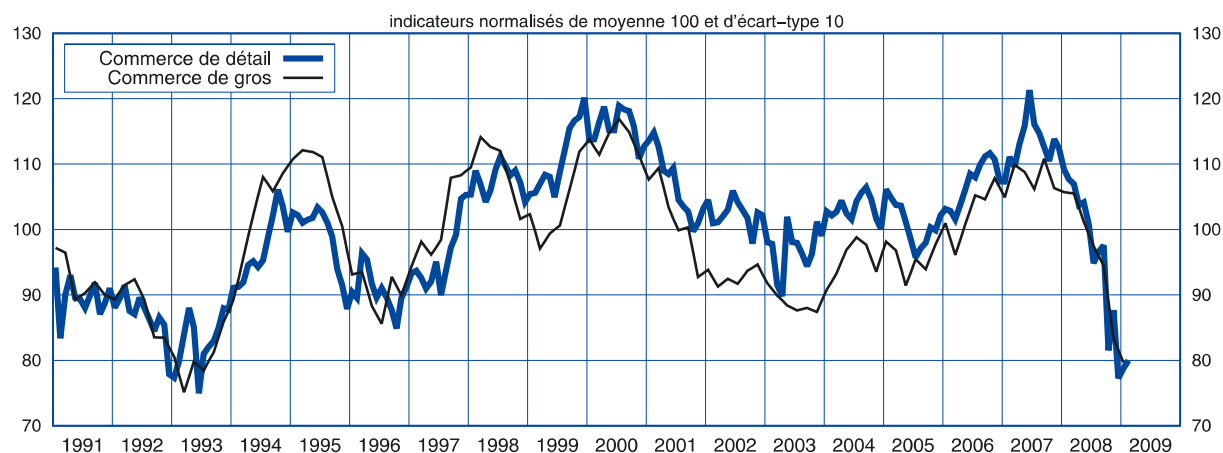
De plus, dans le commerce de gros, la conjoncture continue également de se détériorer selon les chefs d'entreprises interrogés en janvier : les perspectives générales d'activité y demeurent à un niveau historiquement bas. Par ailleurs, les ventes et les intentions de commande se replient encore sensiblement dans le secteur des biens d'équipement, ce qui laisse augurer d'une poursuite du recul de l'investissement des entreprises en produits manufacturés au premier trimestre 2009 (cf. fiche « Investissement des entreprises et stocks »).

### 3 - Activité prévue dans la construction



Source : Insee

### 4 - Climat des affaires dans le commerce



Source : Insee

### Baisse de la production de transports jusqu'alors résistante

La production de la branche transports a marqué le pas au quatrième trimestre 2008 (+0,0 %). Cette stabilité, alors que la plupart des branches enregistrent un recul marqué, est imputable au redressement des dépenses de consommation des ménages en transport, probablement dû à la nette baisse des prix de l'essence. Au début de 2009, la production de transports fléchirait (-0,5 % environ par trimestre), en lien avec le repli général de l'activité.

### L'activité continuerait de reculer dans les autres services marchands au premier semestre 2009

L'activité des services marchands autres que commerce et transports s'est contractée au quatrième trimestre 2008 (-0,6 % après +0,4 % au troisième trimestre). La production de services aux entreprises s'est nettement repliée (-1,3 % après +0,5 %), sous l'effet d'une baisse sensible dans les activités de conseil et assistance et dans le secteur des services opérationnels. Les activités immobilières ont ralenti par rapport au troisième trimestre (+0,2 % après +0,5 %). *A contrario*, l'activité dans les services aux particuliers s'est redressée au quatrième trimestre (+0,3 %), après un troisième trimestre atone (+0,0 %).

Au premier semestre 2009, l'activité devrait également continuer de reculer dans les services aux entreprises, aux particuliers et les activités immobilières (de -0,9 % au premier trimestre et de -0,6 % au deuxième trimestre). En effet, selon les chefs d'entreprise, la conjoncture s'est encore dégradée depuis le début de l'année et elle ne devrait pas se redresser dans les prochains mois. L'indica-

teur synthétique du climat des affaires s'est établi à 66 au mois de février, soit dix points en dessous du précédent plancher de 1993.

### La production d'énergie résisterait

La production énergétique a augmenté au quatrième trimestre 2008 (+0,5 %) malgré le ralentissement économique : elle a bénéficié de températures inférieures aux normales saisonnières. Elle augmenterait encore au premier trimestre 2009 (+0,2 %), la rigueur du début de l'hiver compensant les effets de la baisse de l'activité. Pour le deuxième trimestre 2009, la croissance prévue est toujours en deçà de la croissance tendancielle (+0,0 %).

### Baisse de la production des branches agricole et agroalimentaire au premier trimestre 2009

La production agricole et agroalimentaire a de nouveau fléchi au quatrième trimestre 2008 (-0,7 % après -0,2 % au troisième trimestre). Pour l'ensemble de l'année 2008, sa progression s'est établie à +0,7 %, comme en 2007, grâce au dynamisme de la production agricole (+2,4 %). En début d'année 2009, celle-ci devrait ralentir en raison du recul des surfaces semées. La filière agroalimentaire poursuivrait début 2009 son repli entamé en 2008 (-0,4 % par rapport à 2007) : elle fait face à la contraction de la consommation privée et de la demande mondiale. Au total, la production des branches agricole et agroalimentaire baisserait au premier trimestre 2009 (-0,5 %). ■